



TANKCLEANING

Demande d'autorisation préfectorale afin d'exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement

Réponse aux insuffisances du dossier, 5 mars 2019

Siège social: **SARL LAV'ALIM** - Z.A. St Sulpice - Rue Lamartine 80400 HAM –
Tél: 03.22.79.30.30 - Fax. 03 22 79 30 31
INTRAC FR 32 489 089 268 - Siret 489 089 268 000 10

CLAIR'ENVIRONNEMENT Bureau d'Études et de Recherches en Environnement
4 rue Quinette, 02200 Soissons, Siret : 491 259 255 00033
Tel : 06.18.98.05.68
E-mail : cdautremepuits@yahoo.fr

0) Formulaire d'examen au cas par cas :

La réforme de l'évaluation environnementale intervient avec l'entrée en vigueur de l'ordonnance n°2016-1058 du 3 août 2016 et du décret n°2016-1110 du 11 août 2016 modifiant les règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes. Le premier dossier de déclaration a fait l'objet d'un récépissé de dépôt le 29 septembre 2015. L'étude d'impact était déjà constituée et a été reprise, complétée en vue du dépôt du dossier d'autorisation.

1) La chaudière relève de la rubrique n°2910 (régime déclaration) :

A compter du 20 décembre 2018, la rubrique 2910 a été modifiée et de nouvelles prescriptions s'appliquent aux installations de combustion. La nouveauté majeure est que celles dont la puissance thermique est comprise entre 1 et 2 mégawatt (MW) seront désormais soumises à la réglementation ICPE.

Le dossier reprend page 18 les rubriques de la nomenclature dont la 2910-A-2 (mise en service en 2016) incluse dans le dossier

Certaines installations de combustion et notamment des chaudières qui n'étaient pas classées ICPE avant le 20 décembre 2018 seront donc soumises à de nouvelles règles et notamment à des valeurs limites d'émission de polluants dans l'air à compter du 1^{er} janvier 2030 selon l'Arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 annexe II.

La puissance thermique nominale totale de l'installation est inférieure à 2 MW

2) Nombre maximum de citernes nettoyées quotidiennement et volume résiduel maximum de matières contenues impliquant le refus du camion :

A terme le trafic quotidien généré par le site sera de l'ordre de 75 poids lourds en moyenne (100 en pointe) et 14 véhicules légers (employés).

La procédure d'acceptation des citernes avec résidus est rédigée comme suit :

- Citernes alimentaires :

Les résidus des citernes ayant contenu des produits alimentaires sont acceptés dans la limite de la quantité stockable sur le site. Les déchets sont stockés en container ou big-bag et envoyés ensuite en traitement.

- Citernes industrielles et chimiques :

Les citernes industrielles et chimiques doivent arriver vides à la station de lavage. Toute citerne avec des résidus qui représenteraient plus que des égouttures sera refusée. Il est admis qu'il reste au titre des égouttures :

- Citerne liquide chimique : 10 litres sur l'ensemble de la citerne.
- Citerne liquide industrielle : 50 litres sur l'ensemble de la citerne.
- Citerne pulvérulente chimique : 10 kg.
- Citerne pulvérulente industrielle : 50kg.

3) Attestation de propriété :

Renseignements juridiques

Statut RCS	Immatriculée au RCS le 24-02-2004
Statut INSEE	Enregistrée à l'INSEE le 01-04-1994
Dénomination	BRUNO CARLIER ET FILS
Adresse	LE ROYEUX 02430 GAUCHY

Annexe 1 : promesse de vente SEDA/ Transport Carlier – SCI de Saint Martin, le permis de construire a été délivré.

4) Garanties financières :

Le montant des garanties financières du site est inférieur à 100 000 euros. L'entreprise est donc exemptée de l'obligation de constituer des garanties financières conformément à l'article L 516-1 du Code de l'Environnement. Annexe 2.

5) FDS

Annexe 3.

6) Trafic maximum

Le trafic lié à la circulation sur la zone industrielle le Royeux, la Route Départementale D1044 (Ouest) puis D1 (Est) et l'autoroute A26 au Sud est prépondérant.

Selon l'observatoire régional des transports de Picardie, le nombre moyen de véhicules en 2007 était de 9 615 véhicules/jour sur la RD1 et de 11 089 sur la RD1044

L'A26 est fréquentée par 18.928 véh/jours dont 19,9 % de PL (données 2015, WikiWasa).

Le trafic routier lié au futur site se concentre de 6h00-20h00 du lundi au vendredi, essentiellement via la RD 1 et est lié aux mouvements des 100 citernes par jour (maximum) ainsi qu'à celui des 14 salariés. Il générera une augmentation du trafic de 0,01 % de la RD 1 et 0,01 % de l'A 26, impactant donc faiblement le trafic actuel. L'impact est limité par :

- Des aménagements sur la ZI (giratoires, lignes droites limitées, vitesse limitée...)
- Une aire de stationnement pour les camions présente à l'intérieur du site
- Un plan d'accès fourni aux chauffeurs pour éviter les erreurs d'orientation Enfin, les grands axes étant très proches, l'impact sera d'autant plus réduit au niveau des petits axes routiers.

7) Noms, qualités et qualifications des experts ayant rédigé l'étude d'impact

Le présent dossier a été établi par :
En collaboration avec le bureau d'études



4 rue Quinette
02200 Soissons
Tel 06.18.98.05.68
SIRET : 49125925500033
Courriel cdautremepuits@yahoo.fr

Noms et qualités des auteurs conformément à l'article R.122.5 II 10° du code de l'environnement :

Madame DAUTREMEPUITS Claire, Docteur es-sciences, Gérante
Monsieur LEBLOND Stephen, Master Sécurité Qualité Hygiène Environnement Gestion des Déchets

8) Convention de déversement

Annexe 4.

9) Etude préalable d'épandage des boues destinées à l'épandage des boues agricoles

Actuellement, les boues de station qui représentent un volume annuel estimé de 50 tonnes sont collectées et stockées dans une benne imperméable et à l'abris des intempéries. Elles seront gérées par une société dûment autorisée de traitement de déchets : l'article R 211-33 précise qu'une solution alternative d'élimination ou de recyclage doit être prévue pour pallier tout empêchement temporaire d'appliquer la solution de recyclage avancée dans l'étude préalable. Une solution alternative devra être mise en place par la prise en charge du lot concerné par un vidangeur en prestation qui dispose alors de sa propre filière d'élimination.

L'étude d'épandage visera à assurer la régularisation administrative et la conformité réglementaire de la filière d'épandage.

Elle présentera

- Le cadre réglementaire.
- La caractérisation de la production de boues en qualité et quantité.

- Le périmètre d'épandage retenu avec les caractéristiques du milieu récepteur, les contraintes locales et les précautions à prendre pour limiter toute atteinte à la qualité des eaux et de l'environnement en général.
- Les exploitations agricoles intégrées et cultures proposées à l'épandage.
- L'aptitude à l'épandage des îlots proposés.
- Les conditions techniques de réalisation des épandages permettant une utilisation rationnelle des boues par l'agriculture, période possible, matériels d'épandage et main d'œuvre...
- Les modalités mises en œuvre permettant de répondre aux exigences de la réglementation en vigueur : articles R 211-25 à R 211-47 du Code de l'Environnement et arrêté ministériel du 08/01/98.
- Les filières alternatives possibles d'élimination des boues.
- Les modalités de surveillance de filière d'épandage.

L'adhésion de l'agriculteur à la filière de recyclage des boues sera formalisée par la signature d'un Accord pour l'épandage.

Un agriculteur a été contacté et a déterminé les surfaces potentielles en mai 2019 (Annexe 5).
Un dossier sera déposé ultérieurement.

10) Surface retenue dans le calcul du volume d'eau liée aux intempéries (Guide D9A)

Selon le calcul réglementaire, le débit ne doit pas être inférieur à 60 m³/h, soit 120 m³ pour deux heures.

Le site dispose d'une borne incendie présente à moins de 100 m des limites de la propriété.
Calcul des besoins en eaux d'extinction d'incendie selon la réglementation (règle D9) :

Dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie – D9

Description du risque				
Site total				
Surface atelier/bureau = 1098+69 m ² - stockage = m ² sur 6 m de haut - Accueil 8h/24 - Ossature classe feu ?				
CRITERE	Coefficient additionnels	Coefficient retenu pour le calcul		Commentaires
		Activité	Stockage	
HAUTEUR DE STOCKAGE (1)				
- Jusqu'à 3 m	0	0	0	3 m
- Jusqu'à 8 m	0,1			
- Jusqu'à 12m	0,2			
- Au-delà de 12m	0,5			
TYPE DE CONSTRUCTION (2)				
- ossature stable au feu ≥ 1 heure	-0,1			

- ossature stable au feu ≥ 30 minutes	0	0,1	0,1	
- ossature stable au feu < 30 minutes	0,1			
TYPES D'INTERVENTIONS INTERNES				
- Accueil 24H/24 (présence permanente à l'entrée)	-0,1			Accueil 8/24 et report alarme
- DAI généralisée reportée 24H/24 7J/7	-0,1			
en télésurveillance ou au poste de secours 24 H/24 lorsqu'il existe, avec des consignes d'appels.				
- Service de sécurité incendie 24h/24 avec moyens appropriés équipe de seconde intervention, en mesure d'intervenir 24h/24)	- 0,3 *			
Σ coefficients		0,1	0,1	
1+ Σ coefficients		1,1	1,1	
Surface de référence (S en m2)		369,64	0	
$Q_i = 30 \times S / 500 \times (1 + \Sigma \text{Coef})$ (3)		24,39624	0	
Catégorie de risque (4)				
Risque 1 : $Q_1 = Q_i \times 1$				
Risque 2 : $Q_2 = Q_i \times 1,5$				
Risque 3 : $Q_3 = Q_i \times 2$				
Risque sprinklé (5) Q_1, Q_2 ou $Q_3 \div 2$				
DEBIT REQUIS (6) (7) (Q en m3/h)		24,39624	0	

Dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie - D9

Plus grande cellule séparée de mur coupe feu 2 h.

Besoin pour la lutte extérieure		Résultat document D9 (besoins x 2heures au minimum)	120	Voir exercice D9
Moyens de lutte intérieure contre l'incendie		+	+	
	Sprinkleurs	Volume réserve intégrale de la source principale ou besoins x durée théorique maxi de fonctionnement	0	Pas de sprinklage
		+	+	
	Rideau d'eau	besoins x 90mn	0	Pas de rideau d'eau
		+	+	
	RIA	A négliger	0	Pas de RIA
		+	+	
	Mousse HF et MF	Débit de solution moussante x temps de noyage (en gal 15-25mn)	0	Pas de mousse
		+	+	
	Brouillard d'eau et autres systèmes	Débit x temps de fonctionnement requis	0	Pas de brouillard d'eau
		+	+	
Volumes d'eau liés aux intempéries		10 l/m ² de surface de drainage	15,5	
Présence stock de liquides		+	+	
		20% du volume contenu dans le local contenant le plus grand volume		
=			=	
Volume total de liquide à mettre en rétention (en m ³)			135,5	

Le volume total de liquide à mettre en rétention est de 135,5 m³.

Le volume d'eau retenu dans le calcul du volume d'eau liée aux intempéries correspond à 10//m². La situation a été majorée en prenant la totalité des surfaces imperméabilisée du site.

11) Eléments mentionnés à l'article R 122-5-II du CE

7° « Une description des solutions de substitution raisonnables qui ont été examinées par le maître d'ouvrage, en fonction du projet proposé et de ses caractéristiques spécifiques, et une indication des principales raisons du choix effectué, notamment une comparaison des incidences sur l'environnement et la santé humaine ».

La société souhaite développer son activité sur le site qu'elle exploite actuellement.

Compte tenu des caractéristiques de cette zone, aucune solution de substitution n'était à rechercher. Le terrain sur lequel le site a été construit était libre de toute occupation, sa surface adaptée, proche des voies de communication, compatible avec l'activité projetée, sans intérêt écologique particulier, sans risques avérés de nuisances pour l'hygiène, la salubrité, la sécurité publique et l'agriculture. Enfin, il est raccordable au réseau d'assainissement collectif et à une station de traitement adaptée aux rejets de ses effluents

Le site est actuellement en activité, le souhait de la société Lav'Alim est d'augmenter la capacité de lavage de citerne dont la consommation en eau.

Thème	Caractéristiques	Enjeux environnementaux
Géographie, géomorphologique, géologie	Le secteur d'étude est inclus dans la ZI du Royeux qui a fait l'objet d'une étude environnementale. Le site a été aménagé en 2015.	Limiter les terrassements Préserver le sol et les formations géologiques sous-jacentes Valorisation des matériaux

Thème	Caractéristiques	Enjeux environnementaux
Cadre hydrogéologique	<p>Les eaux souterraines sont constituées par la nappe de la Craie. Cette nappe constitue une des principales ressources en eaux du Nord de la France. Sur la commune de Gauchy elle est exploitée à des fins industrielles.</p> <p>Les forages d'eau potable du Saint-Quentinois captent la masse d'eau 1013 appelée Craie de la vallée de la Somme amont est à dominante sédimentaire.</p>	<p>Préserver la qualité des nappes sous-jacentes</p> <p>Respecter la réglementation associée aux périmètres de protection des champs captant.</p>

Thème	Caractéristiques	Enjeux environnementaux
Cadre hydrographique et hydrologique	La zone d'étude appartient à l'unité hydrographique FRAR56, Somme canalisée de l'écluse n° 18 Lesdins aval à la confluence avec le canal du nord.	Absence de cours d'eau recensés au droit ou à proximité de la zone d'étude. Garantir les transparences hydrauliques Ne pas occasionner de pollution des eaux superficielles
		Absence de zone humide au droit ou à proximité du site
Climat	Le climat de l'Aisne est un climat océanique de transition. La légère continentalisation se caractérise par des pluies convectives estivales et une amplitude thermique annuelle dépassant 15°C.	Limitier l'impact sur le climat S'adapter au changement climatique

Thème	Caractéristiques	Enjeux environnementaux

Thème	Caractéristiques	Enjeux environnementaux
Habitats Naturels/Faune Flore ZNIEFF Natura 2000 Zone humide	<p>La zone Natura 2000 la plus proche du site d'étude est la zone de protection spéciale "Marais-d'Isle" située au Nord de la zone d'étude et à l'Est du centre-ville de Saint-Quentin. Cette zone de protection se situe dans la vallée de la Somme à 3200 m (soit > à 500 m) au Nord de la commune de Gauchy. Les deux sites, LAV'ALIM et ZPS « Marais d'Isle » se trouvent dans le même bassin versant.</p> <p>La commune de Gauchy est concernée par une ZNIEFF de type 1 "Haute et moyenne vallée de la Somme entre Croix-Fonsommes et Abbeville" située en aval de la zone d'étude (2500 m) et du bourg principal de la commune. Le site ne se situant pas sur le territoire de cette zone naturelle, aucun impact sur la faune et la flore n'est envisagé.</p> <p>De plus, le projet n'est pas situé dans une ZICO ou sur un corridor écologique. Par conséquent, le projet n'aura aucun impact sur ces zones.</p> <p>Selon le Réseau Partenarial des Données sur les Zones humides, la zone située en aval du site d'étude (lieu dite "le Marais") est classée en zone à dominante humide composée de taillis hygrophiles</p>	<p>Aucun enjeu environnemental</p>

Les interactions entre la parcelle d'étude et la zone à dominante humide, traversée par la Somme, sont peu probables. En effet, le site d'étude se situe à environ 1 km du canal de Saint-Quentin et des "Marais du Moulin ». Le maillage routier et ferroviaire en place entre les deux entités permet de collecter les eaux pluviales de ruissellement.

Thème	Caractéristiques	Enjeux environnementaux
Qualité de l'air	Les stations de surveillance de la qualité de l'air les plus représentatives du secteur étudié sont les stations de Saint-Quentin (Paul Berth et Philippe Roth) à environ 5 km de Gauchy au Nord-ouest du site de LAV'ALIM.	Limitier l'impact du projet sur la qualité de l'air par le respect des normes Euro et la délivrance de contrôle techniques des véhicules.
Ambiance sonore	Le bruit en limite de propriété fixé par l'arrêté du 23 janvier 1997 ne doit pas dépasser 70 dB en période diurne et 60 dB en période nocturne.	<p>La première habitation (zone d'urgence réglementée) est située à 500 m au Nord-est du site, au niveau du lieu-dit "Stade Coligny".</p> <p>Les pistes de lavages sont installées à l'intérieur du bâtiment et les portes sont fermées lors des opérations de nettoyage limitant ainsi la propagation des bruits.</p> <p>Les stations de lavage de citernes renferment diverses sources sonores :</p> <p>les têtes de lavage sous haute pression qui émettent un bruit caractéristique de jet d'eau. Elles fonctionnent lorsqu'elles sont installées dans les cuves, et munies de protection pour éviter les projections ce qui assure une étanchéité relative et affaiblit considérablement l'émission sonore.</p>

Thème	Caractéristiques	Enjeux environnementaux
		<p>les pompes haute-pression, qui sont isolées dans un local technique fermé, lui-même inclus dans le bâtiment.</p> <p>la circulation des camions. La spécification des fournisseurs d'attelages précise les niveaux sonores du matériel : 80 dB à 1 m de distance ; 30 dB à 20 m de distance.</p>
Risques naturels	<p>Le risque de remontée de nappe est faible à fort au niveau du site d'étude.</p> <p>Le risque inondation par événement pluviométrique important n'a pas constaté historiquement sur le site.</p> <p>Le secteur d'étude n'est pas concerné par les risques de cavités souterraines ou de glissement de terrain.</p> <p>Le phénomène de gonflement/retrait des argiles est faible.</p>	<p>Au vu des différents risques naturels abordés dans cette partie, il convient d'avoir une vigilance particulière sur les inondations par remontées de nappes.</p>

Thème	Caractéristiques	Enjeux environnementaux
Risques technologiques	<p>Absence de risque industriel majeur sur le territoire communal</p> <p>Absence de site et sol pollués sur la zone d'étude</p> <p>Absence de risque avéré lié aux engins de guerre.</p> <p>Non concerné sous réserve que les sites avoisinants respectent les règles qui leurs sont imposées.</p>	Risque accidentologie lié aux activités du site du à la circulation.
Biens matériels susceptibles d'être affectés	aucun	
Sites inscrits classes Aires AOC Sites archéologique	Le site se trouve en dehors de tout périmètre de protection d'un site inscrit ou classé, de toute aire AOC.	

Thème	Caractéristiques	Enjeux environnementaux
	Le site est implanté en dehors de tout périmètre de protection de 500 m autour d'un monument historique	
Risque de malveillance	Afin de limiter le risque de malveillance le site est cloture et fermé en dehors des heures de fonctionnement.	
Alimentation en eau potable	<p>La société LAV'ALIM consomme de l'eau potable de ville issue du réseau communal.</p> <p>L'eau utilisée sur le site provient du réseau communal. La canalisation d'alimentation du site est équipée d'un clapet anti-retour, interdisant tout retour de l'eau dans le réseau de distribution.</p> <p>L'équipement de la station de lavage est identique à celui de Ham, il est utilisé de l'eau recyclée sur les pistes de lavage industriel. Cette eau recyclée provient soit du rinçage des citernes Alimentaires et dans ce cas l'avantage est double : récupération de l'eau (25%) et récupération de l'énergie (eau chaude), soit de la sortie de la station d'épuration. Le plus gros effort est porté sur la récupération des eaux chaudes provenant de l'alimentaire.</p>	<p>La consommation concerne l'ensemble du besoin du site de Gauchy, elle inclue :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les besoins humains - Les eaux de la station de lavage des citernes - Les eaux de lavages des locaux <p>Consommation future estimée : 26 200 m³/an.</p>

Thème	Caractéristiques	Enjeux environnementaux
Réseaux de transport	<p>La société LAV'ALIM est depuis ses débuts implantée sur les sites de Ham et Nesle.</p> <p>Sur le site de Gauchy elle bénéficie d'un position géographique idéale.</p> <p>Les parcelles retenues pour l'implantation de l'activité offrent notamment les avantages suivants :</p> <p>La proximité d'axes routiers importants :</p> <p>L'autoroute A26 (Calais - sud-est de Troyes) à moins d'un kilomètre au Sud du des futures installations</p> <p>L'autoroute A29 (Beuzeville - Saint-Quentin)</p> <p>L'autoroute A1 (Paris-Strasbourg)</p> <p>La route départementale 1(Saint-Quentin – Soissons)) ;</p>	<p>Cette ZI est un passage quasi obligatoire (du fait de la nouvelle déviation de Saint-Quentin) pour les citernes se rendant à Origny-Sainte-Benoîte (Téréos) pour charger de l'Alcool industriel, Alimentaire ou encore du sucre liquide ou cristal.</p> <p>Le site n'étant muni que de 5 pistes de lavage et de zones de stationnement d'attente des PL, cela permettra de conserver la fluidité du trafic.</p>
Gestion des déchets	<p>Le lavage induit des déchets sous forme solide (balayures des citernes ayant contenu des pulvérulents) et sous forme liquide, voire parfois solides figés (graisses, savons...).</p> <p>Le site dispose d'une zone de stockage de ces résidus organisée selon le principe suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Déchets de balayage : big-bags, containers ou bennes -Déchets liquides : traitement au sein de la station d'épuration -Déchets épais : traitement au sein de la station d'épuration <p>Les balayures des pulvérulents seront stockées en big-bags.</p>	<p>Aucun déchet n'est entreposé à même le sol.</p> <p>Tous les stockages de pulvérulents se font sous abri, latéralement aux pistes de lavages dont la dalle et les caniveaux de reprise constitueront une capacité de rétention équivalente à la totalité du stockage.</p>

Thème	Caractéristiques	Enjeux environnementaux
Intégration paysagère	Le site est implanté dans la ZI du Royeux et respect le cahier des charges architectural et paysager de la ZI.	L'ensemble des dispositions ont été prévues dans le cadre du permis de construire

Effluents industriels :

Le fournisseur ACTIBIO s'est engagé formellement à installer un ouvrage qui, exploité selon les prescriptions qu'il établira, doit être capable d'engendrer un effluent final en sortie de station respectant ces dispositions. Le tableau ci-dessous reprend les principaux paramètres fixés par le projet de convention :

projet de convention

Débit (m3/jour)			Moyen	Maxi
			67,5	90
Débit horaire (m3/h)			6	12
Paramètres	Concentration		Flux	
	moyenne	maxi	moyen	Maxi
	mg/l	mg/l	Kg/j (24h)	Kg/j (24h)
DBO5	300	370	20,30	27,00
DCO	750	750	50,60	67,50
MES	30	37	2,025	2,70
N total	75	92	5,06	6,75
P total	20	25	1,35	1,80

Tableau 1 : principaux paramètres fixés par le projet de convention :

NB : Les débits horaires d'eau traitée feront l'objet d'un ajustement selon les données de la présente demande d'autorisation.

Outre les paramètres ci-dessus, le rejet devra respecter les autres caractéristiques ci-dessous :

- pH compris entre 6,5 et 8 ;
- Température < 30°C

Paramètre	Valeurs limites
Indice phénol	0,3 mg/l si le rejet dépasse 3 g/j
Phénols	0,1 mg/l si le rejet dépasse 3 g/j
Chrome hexavalent	0,1 mg/l si le rejet dépasse 3 g/j
Cyanures	0,1 mg/l si le rejet dépasse 3 g/j
Arsenic et composés	0,1 mg/l si le rejet dépasse 3 g/j
Plomb et composés	0,5 mg/l si le rejet dépasse 3 g/j
Cuivre et composés	0,5 mg/l si le rejet dépasse 3 g/j
Chrome et composés	0,5 mg/l si le rejet dépasse 3 g/j
Nickel et composés	0,5 mg/l si le rejet dépasse 3 g/j
Zinc et composés	2 mg/l si le rejet dépasse 3 g/j
Manganèse et composés	1 mg/l si le rejet dépasse 3 g/j
Etain et composés	2 mg/l si le rejet dépasse 3 g/j
Fer, aluminium et composés	5 mg/l si le rejet dépasse 3 g/j
Composés organiques du chlore	5 mg/l si le rejet dépasse 3 g/j
Hydrocarbures totaux	10 mg/l si le rejet dépasse 3 g/j
Fluor et composés	15 mg/l si le rejet dépasse 3 g/j
Mercuré	0,05 mg/l si le rejet dépasse 3 g/j
Cadmium	0,2 mg/l si le rejet dépasse 3 g/j
Sélénium	0,25 mg/l si le rejet dépasse 3 g/j
Sulfates	400 mg/l si le rejet dépasse 3 g/j
Sulfures	1 mg/l si le rejet dépasse 3 g/j
Nitrites	10 mg/l si le rejet dépasse 3 g/j
MEH (matières extractibles à l'hexane)	< 150 mg/l si le rejet dépasse 3 g/j

Cette norme recouvre l'intégralité des substances susceptibles d'être présentes à l'issue du traitement :

- Les engrais sont pris en compte dans cette énumération par la fixation des seuils en termes d'azote, phosphore et sulfates.
- Le calcium n'est pas un ion considéré comme « polluant » devant faire l'objet d'une norme, il en est de même du sodium et des chlorures.
- L'azote résiduaire en issue de station d'épuration biologique est généralement sous forme NTK ou Nitrate
- le taux de nitrification sera variable au cours du temps ; la norme fixe l'azote TOTAL.
- La restriction des lavages aux produits de l'industriel agroalimentaire implique l'absence de micropolluants toxiques non biodégradables en quantités et flux significatifs.

Les termes du projet de convention sont conformes aux dispositions de l'arrêté du 2 février 1998 et les seuils imposés pour le raccordement dans le réseau collectif, particulièrement pour le paramètre MES :

Lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de DBO5 ou 45 kg/j de DCO, les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration urbaine ne dépassent pas :

- MEST : 600 mg/l
- DBO5 : 800 mg/l
- DCO : 2 000 mg/l
- Azote global (exprimé en N) : 150 mg/l
- Phosphore total (exprimé en P) : 50 mg/l.

L'ouvrage comporte une capacité de stockage des eaux en aval de la station de prétraitement interne afin de pouvoir procéder à un contrôle et une éventuelle rétention avant rejet.

Le suivi des performances de l'ouvrage nécessite une série de contrôles quotidiens et hebdomadaires.

L'exploitant se conformera aux dispositions réglementaires. Il est proposé de procéder aux contrôles suivants :

- Débit, température et pH : enregistrement en continu
- Autocontrôles internes hebdomadaires : DCO
- Contrôle trimestriel par laboratoire externe sur moyen 24 heures : pH, DCO, DBO5, MES, NTK, NTD, NO3, Ptotal.

Cela signifie donc que la collectivité met à la disposition de la zone industrielle un réseau collecteur propre à acheminer et traiter l'effluent industriel dans de bonnes conditions. L'incidence du raccordement sur le fonctionnement de la station aboutira au rejet d'un flux dont on aura la certitude, du fait même qu'il sera issu d'un bassin fonctionnant selon le principe du traitement biologique, qu'il est compatible avec une biomasse active telle que celles qui sont développées dans les stations collectives.

Trois solutions ont été envisagées :

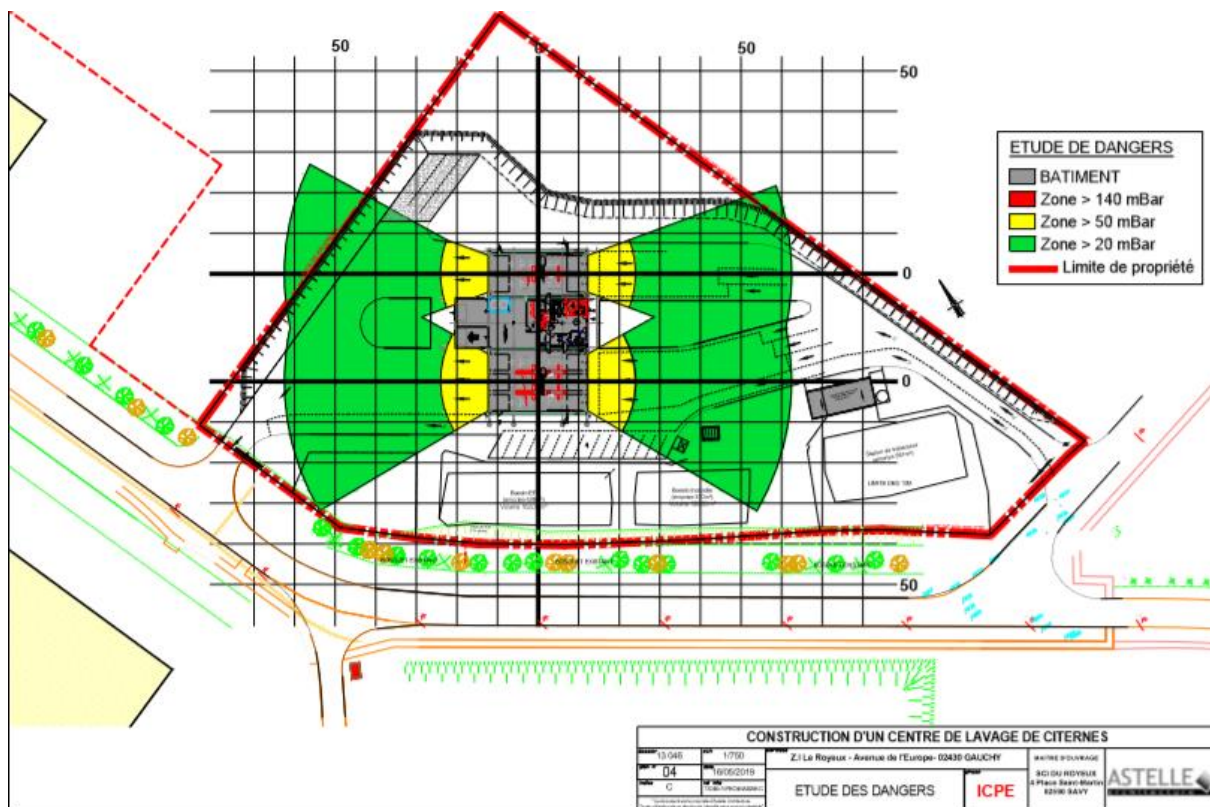
- Dégraisseur statique (type Nesle) ce qui permet de retenir les gras non émulsionnés rendement 15 à 30% selon les produits lavés
- Dégraisseur dynamique avec turbine d'aération : le rendement peut monter entre 40 et 70%
- Flottateur (type Ham) avec coagulant, soude et floculant : le rendement peut monter à 90 - 95% avec une efficacité également de 90% sur les MES mais dans ce cas il faut lisser le débit.

L'équipement de la station de lavage est identique à celui utilisé précédemment sur le site de Ham, il utilise de l'eau recyclée sur les pistes de lavage industriel. Cette eau recyclée peut provenir soit du rinçage des citernes alimentaires et dans ce cas l'avantage est double : récupération de l'eau (25%) et récupération de l'énergie (eau chaude), soit de la sortie de la station d'épuration. Le plus gros effort est porté sur la récupération des eaux chaudes provenant de l'alimentaire.

L'article 3(10) de la Directive IED définit le terme Meilleures Techniques Disponibles comme étant « le stade de développement le plus efficace et avancé des activités et de leurs modes d'exploitation, démontrant l'aptitude pratique de techniques particulières à constituer la base de valeurs limites d'émissions, visant à éviter et/ou à réduire de manière générale les émissions et l'impact sur l'environnement dans son ensemble».

La directive IED ne concerne que les installations visées par une rubrique 3xxx de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. L'activité de Lav'Alim n'étant pas concernée par une de ces rubriques, elle n'est pas soumise à la Directive IED.

12) Plans des zones d'effets de surpression



La figure ci-dessus rapporte les distances définissant des zones 1 et 2 sur un plan masse schématisé à partir d'un centre représenté par l'un des dômes d'une citerne situées sur l'une des pistes. Ce danger ne concerne que les directions où aucun obstacle ne se présente à la propagation de l'onde de choc, c'est à dire celle des ouvertures des pistes de lavage. Les propagations latérales sont en effet entravées par la présence des parois du bâtiment dont la destruction ou la déformation absorbera l'énergie cinétique du souffle.

On voit que les distances définissant les zones 1 et 2 restent circonscrites à l'intérieur du périmètre de l'emprise.

Le tableau ci-dessous rapporte l'évaluation des distances R dans le cas de l'explosion de 0,894 kg de TNT induisant trois niveaux de surpression : 0,2 mbar (rupture des vitres), 50 et 140 mBars :

Cela permet de déduire le périmètre maximal des zones de danger en cas d'explosion se manifestant à l'intérieur d'une citerne dont l'atmosphère serait emplie d'une atmosphère constituée d'un mélange d'éthanol et d'air situé à l'intérieur des limites explosives :

Surpression	λ	R	Effets sur les structures	Effets sur l'homme
20 mBar	65	62,5	Destruction significative des vitres	Effets irréversibles
50 mBar	25	24	Dégâts légers	Zone 2 : Danger significatif
140 mBar	10	9,6	Dégâts graves	Zone 1 : Danger mortel

- Zone 1 : 140 mBar de surpression à environ 9,6 mètres autour de la citerne
- Zone 2 : 50 mBar à environ 24 mètres autour de la citerne.

